



CONDITIONS GENERALES DE VENTE

1. **Champ d'application** - Les présentes conditions générales de ventes (CGV) constituent, conformément à l'article L 441-1 du code de commerce, le socle unique de la négociation commerciale entre les parties. La société Kruz Seafood / le Fournisseur est en droit d'y apporter toutes modifications qui lui paraîtront utiles. Ces CGV sont communiquées à tout Acheteur qui en fait la demande pour lui permettre de passer commande auprès du Fournisseur. Toute commande de produits implique de la part de l'Acheteur l'adhésion sans réserve de l'acheteur aux présentes CGV Conformément à l'Annexe 1 du Règlement (UE) n° 1308/2013, il est précisé que les produits vendus par le Fournisseur ne rentrent pas dans le champ d'application de la loi Egalim 2.
2. **Prix, rabais et ristournes** - Compte tenu de l'absence d'index représentatif et des variations tant du prix des matières premières que du cours des devises, les prix des marchandises vendues sont ceux en vigueur au jour de la prise de commande. Ils sont libellés en euros et calculés hors taxe et frais de transports. Ils comprennent les rabais et ristournes que le Fournisseur serait amené à octroyer lors des négociations commerciales. Le Fournisseur s'accorde le droit de modifier ses tarifs à tout moment sous réserve d'en informer l'Acheteur au moins 4 semaines avant sa prise d'effet. Toutefois, il s'engage à maintenir le tarif indiqué pendant le délai mentionné sur le document d'acceptation de la commande.
3. **Confirmation des ventes** - Toute vente fait l'objet d'une confirmation par télécopie, courrier électronique, contrat ou tout moyen écrit y compris par le biais d'une plateforme accessibles aux deux parties et indiquant la date à laquelle la vente est conclue. En cas de confirmation par contrat, celui-ci remplace toute précédente confirmation et a seule valeur entre les parties. Tout contrat envoyé par le Fournisseur doit être renvoyé, signé par l'Acheteur dans les 4 jours ouvrables de sa réception. S'il n'était pas envoyé dans les 4 jours, les conditions de vente s'appliquent cependant dans toute leur étendue dès lors qu'un élément de preuve de la commande par l'Acheteur existe. Le Fournisseur, à sa seule initiative, pourra cependant en cas de non-retour du contrat dans les délais, s'exonérer de son exécution sans qu'une indemnité ne soit due à l'Acheteur.
4. **Modalités de paiement** - Conformément à l'article L 441-11 du Code de commerce, le délai de paiement de nos factures doit s'effectuer comptant, dans un délai ne pouvant dépasser trente jours après la date de livraison, peu important le moyen de paiement. En cas de paiement par lettre de change, ou billet à ordre, celle-ci doit parvenir au vendeur dans les quatre jours suivant la réception de la facture ou du relevé par le client.
5. **Responsabilité de l'Acheteur pendant le transport** - Les marchandises vendues franco de port voyagent au risque et péril de l'Acheteur qui devra faire ses réserves aux transporteurs en cas de manquements, d'avaries, de retard etc...
Le Fournisseur décline toute responsabilité pour le cas où ces réserves ne seraient pas faites par écrit régulièrement en temps utile.
Les marchandises sont considérées comme prises départ, même si elles sont livrées franco. Dans ce cas le Fournisseur ne fait qu'avancer le prix du transport.
6. **Réclamations de l'acheteur après réception de la marchandise** - Toute réclamation sur les marchandises devra être faite par écrit dans les 48 heures de leur réception faute de quoi elle sera inopposable au Fournisseur.
7. **Livraison** - Les Produits acquis par l'Acheteur seront livrés dans le délai contractuel à compter de la réception par le Fournisseur du bon de commande correspondant dûment signé et le cas échéant du paiement de l'acompte exigible à cette date. Dans l'hypothèse où le retard de livraison causerait un préjudice dument justifié à l'Acheteur, l'indemnité due par le Fournisseur ne pourra excéder 5% du prix d'achat HT. Si, six semaines après une mise en demeure restant infructueuse, les marchandises n'ont pu être livrées, et hors cas de force majeure, l'Acheteur pourra demander la résolution de la vente par lettre recommandée avec accusé de réception. Les acomptes déjà versés lui seront alors restitués par le Fournisseur. En tout état de cause, la responsabilité du Fournisseur ne pourra en aucun cas être engagée en cas de retard ou de suspension de la livraison imputable à l'Acheteur ou en cas de force majeure.
8. **Clause de réserve de propriété** - En application de la loi n°80-335 du 12 mai 1980 et des textes subséquents et notamment l'article L624-16 du Code de commerce, les marchandises restent la propriété du Fournisseur jusqu'au paiement intégral du prix.
Néanmoins la marchandise passe dès sa livraison, aux risques et frais de l'acquéreur comme au point 5 ci-dessus quelle que soit la nature du risque.
9. **Contrats à exécution successive** - Les présentes CGV sont réputées acceptées par l'Acheteur dès formation du premier achat/vente et constituent dès lors le contrat entre les parties. Les achats ventes postérieurs ne sont que des ordres d'exécution successifs dudit contrat.
En conséquence :
 - Dès lors que les moyens de paiement ne seraient pas reçus comme indiqué aux présentes CGV ;
 - En cas de paiement par chèques, espèces ou virements, dès lors que les moyens de paiement ne seraient pas reçus à l'échéance fixée ;
 - Dès lors que l'un des moyens de paiement ne serait pas reçu à l'échéance fixée ;
 - Dès lors que l'un des moyens ci-dessus serait impayé pour quelque motif que ce soit ;
 - Dès lors que les garanties personnelles données par le client ou reçues par le vendeur de sociétés d'assurance-crédit se trouveraient diminuées pour quelque cause que ce soit.Le Fournisseur sera en droit, sur avis donné par ses soins au client et formulé par lettre recommandée, courrier électronique ou télécopie :
 - De suspendre ou de résilier tout ordre d'exécution non encore livré ;
 - De suspendre toute livraison en cours sans que l'acheteur ne puisse dans le premier cas opposer qu'il s'agit de contrats différents et dans le deuxième cas opposer qu'il est devenu propriétaire de la marchandise sans qu'aucune indemnité ne soit due au client ;
 - D'obtenir restitution immédiate des marchandises venues au frais exclusif du client.
10. **Augmentation des droits de douane** - En cas d'augmentation des droits de douane, prélèvement douaniers et taxes assimilées entre la date du contrat et la date de dédouanement, ceux-ci seront automatiquement répercutés au client, ce qu'il accepte d'ores et déjà.
11. **Compensations** - En cas de mouvement réciproques d'achat et vente entre les parties, ces achats et ventes sont réputés faire partie d'un contrat unique, le Fournisseur pourra donc opposer la compensation de ses créances et dettes sur ou envers son cocontractant par lettre recommandée, télécopie ou courrier électronique.
12. **Recouvrement** - En cas de recouvrement amiable ou judiciaire, tous frais, y compris les honoraires d'avocat, seront à la charge du débiteur défaillant qui s'engage à les payer. Par ailleurs, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € sera due en sus par application des dispositions des articles L.441-10 et D.441-5 du Code de commerce.
13. **Retard de règlement**
 - Tout retard de règlement entraînera l'exigibilité immédiate de toutes les sommes restantes dues quel que soit le mode de règlement convenu.
 - Conformément aux art. L441-10, L441-11 et D441-5 du Code de commerce, la présente facture est payable comptant à réception et au plus tard 30 jours après la réception des marchandises. Toute somme non payée à échéance est susceptible de porter intérêt à un taux égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne majoré de 7 points, sans qu'un rappel soit préalablement nécessaire. L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € visée à l'article 12 des présentes CGV s'ajoute aux pénalités de retard mais n'est pas incluse dans la base de calcul des pénalités.
14. **Freinte** - Pour les expéditions de produits frais, congelés, surgelés, l'acheteur accepte un niveau de freinte, ou de dessiccation de 3 % sans droit à déduction sur le montant des factures.
15. **Garantie et limitation de garantie**
 - **Vices cachés** : Le Fournisseur ne vendant ses marchandises qu'à des professionnels de même spécialité, ces dernières sont couvertes par la garantie contre les vices cachés (articles 1641 à 1649 du Code civil) pendant une période de 90 jours à compter de leur livraison pour les produits congelés et 7 jours pour les produits frais.
 - Au titre de cette garantie, la seule obligation incombant au Fournisseur sera le remplacement des marchandises défectueuses ou la réduction du prix. Pour bénéficier de cette garantie, l'Acheteur doit faire une réclamation écrite dans les 48 heures de la découverte du vice ou du moment où le vice aurait dû être découvert.
 - Toute garantie est exclue en cas de mauvaises conditions de conservation de la part de l'Acheteur, ou de force majeure.
 - **Propriété intellectuelle** :
Le Fournisseur conserve l'ensemble des droits de propriété industrielle et intellectuelle afférents aux Produits, photos et documentations techniques qui ne peuvent être communiqués ni exécutés sans son autorisation écrite.
16. **Acceptation** - Les présentes conditions générales de vente sont réputées être expressément acceptées par l'Acheteur qui déclare en avoir parfaite connaissance dès lors qu'il a :
 - Signé un contrat ou confirmé une commande comme indiqué au point 1 qui précède ;
 - Reçu un premier document commercial (Papier à en-tête, facture, etc.) sauf dénonciation de l'une ou l'autre des conditions dans les quatre jours de la réception de ce premier document.Aucune condition générale ne peut, sauf acceptation formelle et écrite du Fournisseur, prévaloir contre les présentes CGV.
17. **Conditions essentielles** - Toutes les présentes conditions sont essentielles au consentement du Fournisseur à la vente de ses produits.
Toute dérogation même répétitive, acceptée par le Fournisseur est strictement limitée à l'ordre d'exécution concerné et à son paiement. L'Acheteur ne pourra en aucun cas s'en prévaloir au titre d'un autre ordre d'exécution.
L'application de l'article 29 alinéa 2 deuxième phrase de la convention des nations unies sur les contrats de vente est strictement exclue.
18. **Force majeure** - En cas de survenance d'un évènement de force majeure au sens de l'article 1228 du Code civil et de la jurisprudence, le Fournisseur pourra suspendre voire résilier la vente sans indemnités et de plein droit après simple envoi d'une lettre recommandée, télécopie ou courrier électronique.
19. **Litiges** - En vue de trouver ensemble une solution à tout litige qui surviendrait relativement à la conclusion, l'exécution, l'interprétation ou la cession des contrats conclus dans le cadre des présentes CGV, les contractants conviennent de mettre en œuvre, dans le délai de 7 jours à compter de la réception d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, notifiée par l'une des deux parties, une médiation amiable, par le canal du CMAP, 39 Av. Franklin Delano Roosevelt, 75008 Paris, selon les dispositions prévues par le règlement de ce centre.

Les frais et honoraires de la procédure seraient supportés par moitié par chaque partie.

La présente procédure de règlement amiable constitue un préalable obligatoire à l'introduction d'une action en justice entre les Parties. Toute action introduite en justice en violation de la présente clause serait déclarée irrecevable. Toutefois, si au terme d'un délai de 30 jours à compter de la première réunion de médiation, les Parties n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur une solution, le litige serait alors soumis à la compétence juridictionnelle du tribunal compétent du lieu du siège social du Fournisseur.